

ALLOCUTION DE M. Pierre MAUROY, Premier ministre,
A L'ECOLE DES MINES DE DOUAI

(27 avril 1984)

Monsieur le directeur,
Monsieur le Commissaire de la République,
Mesdames, Messieurs,

Au cours de la brève visite officielle que j'effectue aujourd'hui dans le Nord-Pas-de-Calais, j'ai souhaité vous rencontrer. Je voulais cet échange avec les jeunes Français qui actuellement, et demain plus encore, se trouvent aux premiers rangs de la mutation technologique et industrielle.

La modernisation de la France, dont nous avons fait l'axe du IXème plan, elle se joue d'abord avec vous, elle se joue dans des établissements comme le vôtre.

La prise de conscience du passage d'une génération industrielle dans une autre est en train de s'effectuer. Lentement, mais en profondeur, nos compatriotes réalisent que la crise, dont on leur parle depuis 10 ans, ne se limite pas à des difficultés conjoncturelles liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. Cette crise correspond à un mouvement beaucoup plus important, beaucoup plus profond, qui concerne les structures mêmes de notre société industrielle.

Cette mutation est nécessairement longue et souvent douloureuse.

Notre objectif et notre responsabilité consistent justement à réduire au maximum cette période de transition - ce que l'on appelle communément la crise - et à limiter le plus possible ses conséquences sociales et humaines.

Cette rigueur "à la française", dont on se plaint parfois, mais qui a permis le maintien du pouvoir d'achat et de la protection sociale correspond à cette double préoccupation. Elle doit nous permettre d'assainir notre économie et de moderniser notre appareil de production sans que soient sacrifiées, pour autant, des générations de travailleurs, et en particulier les plus jeunes qui éprouvent de réelles difficultés à entrer sur le marché du travail.

Aux jeunes ingénieurs, ou futurs ingénieurs, que vous êtes je voudrais poser une seule question : sommes-nous capables de nous adapter à cette mutation ? Autrement dit, êtes-vous prêts à relever ce défi ?

Cette question, d'autres générations, confrontées à des mutations analogues, n'ont pas eu à se la poser, du moins en ces termes. Car, lors de la première comme de la seconde révolution industrielle, la mutation a débuté ici-même, en Europe, dans nos grandes régions industrielles.

Nos aïeux ont donc été les auteurs de la mutation, les acteurs du changement.

Pour la première fois dans l'histoire industrielle une nouvelle génération technologique est apparue hors d'Europe. Elle est née sur les bords du Pacifique et - malheureusement - l'Europe en général et la France en particulier ont pris du retard. Nous n'avons pas su, il y a dix ans, analyser la nature exacte du phénomène qui s'enclenchait sous nos yeux. Nous nous sommes - nous autres Européens - laissés distancer.

C'est ce retard que nous tentons aujourd'hui de combler.

C'est ce handicap qu'il appartient à votre génération de remonter.

Nous nous donnons les moyens de réussir et je sais que vous en avez la volonté.

Le défi auquel nous sommes confrontés c'est celui de la civilisation industrielle elle-même. Depuis l'apparition des premières machines, à la fin du 18ème siècle, une course à la productivité est engagée. A chaque étape, ont triomphé ceux des industriels qui ont su s'adapter, tirer parti des innovations techniques et des découvertes les plus récentes.

Aujourd'hui les industriels situés à l'avant-garde produisent, par exemple, des magnétoscopes, des micro-ordinateurs, de la robotique. Demain ils produiront les disques à lecture laser ou le vidéotex.

Pensez que plus du tiers des produits qui seront mis sur le marché dans cinq ans n'existent pas encore aujourd'hui.

Pensez que, dans le secteur de l'automobile, la productivité a doublé de 1900 à 1930. Elle a été multipliée par 15 entre 1930 et 1980. A l'usine Renault de Douai, il fallait 27 heures de travail pour monter une voiture il y a 4 ans. Il n'en faut que 22 aujourd'hui !

Les progrès réalisés dans les domaines des composants électroniques, de la micro-informatique, des matériaux nouveaux, des technologies de la communication diffusent peu à peu dans toutes les branches industrielles, donnent naissance à des innovations multiples et permettent des gains de productivité sans précédent.

A l'ère des robots et des ateliers flexibles, plus rien, et dans aucun secteur, ne pourra probablement être fabriqué comme avant.

Il ne faut pas se tromper. La mutation technologique ne concerne pas seulement quelques secteurs de pointe mais bien l'ensemble de notre industrie.

J'ai eu l'occasion de dire, il y a quelques jours à l'Assemblée nationale, que les activités industrielles traditionnelles ne sont pas les seules confrontées à la nécessité des mutations et des restructurations. D'autres secteurs et bien des entreprises devront, également, se remettre en question.

Adapter et moderniser chacune de nos usines pour résister à une concurrence internationale accrue, exige la mobilisation de notre, de votre intelligence. Dans un pays dont les ressources en matières premières et en énergies demeureront limitées, notre principale richesse doit être notre matière grise, notre capacité de création et d'adaptation.

C'est pourquoi le rôle d'un établissement comme le vôtre est décisif. C'est pourquoi j'ai souhaité vous rendre visite aujourd'hui.

Je connais la qualité des formations qui sont dispensées ici, et le souci constant des responsables de votre école d'adapter ces formations aux besoins de l'industrie. C'est ainsi qu'une option de transformation des plastiques a été ouverte en 1983, dans des délais très courts, pour répondre à la demande formulée par les industriels.

Je sais également que votre établissement développe des formations originales en accueillant notamment des hommes et des femmes titulaires d'un diplôme de technicien et d'une expérience professionnelle de plusieurs années pour en faire, en 2 ans, des ingénieurs.

Il faut poursuivre dans cette voie. Il faut multiplier les possibilités d'alternance entre période de travail et de formation.

Les nombreux stages prévus au programme des études contribuent à accroître l'ouverture de votre école sur le monde industriel.

Née de la mine et des besoins en personnel d'encadrement des houillères, votre école a su s'adapter à l'évolution technologique et industrielle de la région. La voici aujourd'hui à l'avant-garde dans plusieurs secteurs-clef du futur.

Je pense notamment à la productique, où la compétence que vous avez su acquérir vous vaut d'être l'un des piliers du pôle régional en cours de constitution dans ce domaine.

Je pense également à la transformation des plastiques et à l'énergétique qui sont deux domaines où votre école a su acquérir une solide réputation auprès des industriels.

Cette réputation est sans aucun doute la conséquence de la qualité des travaux de recherche entrepris par l'école mais aussi d'une politique systématique de transfert de technologie au bénéfice des entreprises régionales. Je tiens, au passage, à le souligner.

Telle est bien en effet la voie à suivre. Telle est bien la mission d'un établissement comme le vôtre : mettre les hommes et les entreprises à même de tirer le meilleur parti des potentialités nouvelles offertes par le progrès. L'Etat vous apportera son appui dans cet effort.

L'une des mesures adoptées le 22 février dernier pour le développement de la recherche industrielle prévoit le développement et la modernisation des écoles des mines, et tout particulièrement de celle de Douai.

L'application de cette mesure se traduira par un accroissement des effectifs, un renforcement des moyens de recherche et de transfert de technologie.

Parce que vous êtes jeunes, parce que l'avenir vous appartient, vous devez être au premier rang pour aider à l'évolution des mentalités, pour permettre que soit mieux compris, et donc davantage pris en charge, le changement.

Je connais, bien sûr, l'enthousiasme dont sont capables vos aînés. Mais j'ai souhaité, ce matin, m'adresser surtout à vous les plus jeunes, à vous tous, futurs ingénieurs.

Votre école n'est plus, aujourd'hui, le lieu de reproduction d'une élite sociale fermée sur elle-même. Elle n'est plus destinée - comme elle a pu l'être au cours de son histoire - à former une hiérarchie rigide. Votre école est désormais ouverte aux vertus de la polyvalence et de la mobilité sociale.

Ce qu'elle doit former, à travers vous, c'est un nouveau type de responsable. Non plus un ingénieur, figure technicienne derrière laquelle le pouvoir s'abrite, mais un ingénieur conscient des responsabilités sociales qui, de plus en plus, sont les siennes. Un chef certes, mais aussi un éducateur et un animateur. Car, je vous le répète, les obstacles que nos sociétés européennes ont à surmonter sont moins techniques que culturels. La conscience que vous en aurez, l'enthousiasme que vous y consacrerez sont essentiels. Soyez donc prêts.

Vous avez la chance de vivre dans une région où la confrontation avec les mutations technologiques est si immédiate qu'elle a entraîné, souvent plus tôt qu'ailleurs, une mobilisation importante. Aussi touchée que soit la région Nord-Pas-de-Calais par les difficultés des mines, de la sidérurgie et de la construction navale, elle a su, ces dernières années, préparer l'avenir. Faites donc l'inventaire, et vous verrez tous ces atouts : laboratoires de renom, écoles d'ingénieurs, petites et moyennes industries de pointe, réalisations technologiques inédites comme le métro de Lille, etc...

Deux exemples me paraissent particulièrement significatifs de cette mobilisation régionale : le contenu du contrat de plan entre l'Etat et la région, et le projet Urba 2000.

*

Le contrat de plan j'aurai l'occasion de l'évoquer de manière plus détaillée cet après-midi à Lille. Je voudrais seulement relever l'effort important qui est programmé dans le domaine du développement technologique.

Les objectifs sont clairs :

- 1) contribuer à la promotion de l'innovation, du développement technologique dans l'industrie, les activités de service, l'agriculture et la mer,
- 2) contribuer, par la recherche, au développement de la formation des hommes, notamment des formations supérieures,

- 3) contribuer au développement général de la culture scientifique et technique et, par là-même, au processus de conversion industrielle, sociale et économique.

Pour atteindre ces objectifs, le contrat de plan prévoit d'une part des actions de portée générale, d'autre part des actions plus spécifiques dans le domaine technologique.

L'Etat et la région ont convenu de poursuivre les efforts engagés depuis plusieurs années pour doter les équipes de recherche régionales d'équipements scientifiques mi-lourds nécessaires à un développement cohérent de la recherche. Ces appareils seront regroupés au sein de services communs, de façon à ce que l'ensemble des utilisateurs potentiels de la région, qu'il s'agisse d'universités, de laboratoires ou d'industriels, puisse en bénéficier dans les meilleures conditions. Ce sont ainsi de 80 à 100 millions de francs qui seront consacrés, sur la durée du IXe Plan, à ces équipements.

Je note encore, au titre de ces actions de portée générale, un programme important de développement du réseau informatique régional à partir de la mise en place du centre inter-universitaire de calcul de Lille, ou encore des actions de l'Agence pour le Développement de l'Informatique. Je ne doute pas, d'ailleurs, que votre école bénéficiera, parmi les premières, de la mise en place de ce réseau informatique régional.

Au titre des actions de développement technologique, je suis par ailleurs frappé par la diversité et la richesse des opérations prévues. Je note, bien sûr, le pôle inter-régional de productique réalisé en collaboration avec la région Picardie. Votre école apporte une contribution précieuse, notamment en ce qui concerne le transfert de technologie et l'assistance aux petites et moyennes industries.

Cette évocation rapide indique bien l'esprit dans lequel la région compte travailler :

- acquérir au plus vite la maîtrise des nouvelles technologies ;
- faire en sorte que, par des actions de transfert technologique, l'ensemble du tissu régional en bénéficie ;
- pour cela associer l'ensemble des forces de recherche de la région, et les aider à retrouver un esprit de coopération que trop de découpages institutionnels ont parfois eu tendance à affaiblir.

*

C'est également dans cet esprit que se situe le projet URBA 2000. Annoncé par le Président de la République en septembre 1983, il part d'un constat simple : l'utilité des technologies dépend directement de la capacité des hommes à les mettre en œuvre.

Deux sites d'expérimentation en vraie grandeur ont été retenus, l'un dans le Nord-Pas-de-Calais, l'autre autour de l'agglomération de Bayonne.

Dans ces deux sites, diversifiés et contrastés, toute la population est invitée à multiplier les initiatives d'utilisation de nouvelles technologies dans tous les domaines : service aux habitants, gestion des entreprises, production, habitat, expression culturelle, diffusion de l'information, transports...

Ces deux zones géographiques serviront d'exemple. Chaque projet retenu devra présenter un intérêt qui dépasse le cadre régional. Il pourra ainsi être transposé et adapté sur d'autres points du territoire.

La région Nord-Pas-de-Calais doit saisir cette chance. Elle a, pour réussir cette expérience, besoin de vous.

Parce qu'elle est en train d'investir son avenir, la région a besoin de vous. C'est avec vous et grâce à vous qu'elle réussira son futur et que vous construirez votre avenir.

Sans le goût et la volonté d'entreprendre rien n'est possible.

C'est pourquoi aux ingénieurs que vous allez être je dis : allez de l'avant. Créez votre propre entreprise.

Ensemble contribuons à la renaissance et au renouveau de cette région.

—ooOoo—